Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1755

Artikel: Vaud : une députation rose-verte au Conseil des États : récompense d'une campagne exemplaire et correction du 21 octobre à poursuivre

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024480

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Vaud: une députation rose-verte au Conseil des Etats

Récompense d'une campagne exemplaire et correction du 21 octobre à poursuivre

Yvette Jaggi (12 novembre 2007)

Le match en double du 11 novembre se solde par un très sec 2 à 0 pour le duo Savary-Recordon, parfaitement convaincant. Les résultats du 21 octobre amplement rectifiés dans le canton de Vaud, il reste à identifier et à corriger les problèmes qui ont conduit à cette sombre journée pour le PSS, au niveau des villes peut-être.

A gauche toute. Au moment où le parti qui porte ce nom disparaît pratiquement de la scène fédérale, l'orientation AGT, tendance rose-verte, rafle les deux sièges de la députation vaudoise au Conseil des Etats. Une victoire historique et méritée: les qualités personnelles de Géraldine Savary et de Luc Recordon, la beauté de leur duo convaincant et amical, la campagne sans faute menée en commun valait bien une double élection, nette et sans appel. L'effet *"correction du 21 octobre"* a fait le reste, laissant le ticket de droite, carbonisé, à 25 000 suffrages en arrière.

Encore tenu pour insubmersible il y a une vingtaine d'années, celui qui était le grand vieux parti du canton n'en finit pas de plonger sous l'inexpert pilotage de Fulvio Pelli, jamais à court d'idées joyeusement suicidaires, et de Claude-Alain Fardel, inaudible président vaudois, qui juge bon de reprocher au premier son *"caractère intellectuel"*. Tiré en bas par ses dirigeants, le PRDV l'est aussi par ses alliés de l'UDC, devenus étouffants et plutôt sulfureux le 21 octobre dernier, et même par ses militants, décontenancés et démobilisés. Et que dire de l'extrême discrétion de l'appui accordé au ticket dit du centre-droite par des Broulis, Langenberger, Christen et autres de Quattro? Même l'impatient Olivier Feller, premier des viennent-ensuite, ne s'est pas trop avancé au secours de Charles Favre. Quant à Olivier Meuwly, il préfère poursuivre son œuvre d'historien du parti radical, rappelant les hauts faits du passé comme pour mieux dénoncer les dégradations récentes.

Mais tournons-nous plutôt vers l'avenir. Pour saluer d'abord l'entrée du mot républicain dans le vocabulaire politique vaudois. A des titres divers, Luc Recordon, Pascal Couchepin, François Cherix, Jacques Neirynck et Christoph Blocher sont pour beaucoup dans cette précieuse adjonction, très utile pour organiser la résistance au patron de l'UDC.

Saluons ensuite l'évolution en douceur du Conseil des Etats. Avec au moins neuf socialistes et les deux verts élus, il compensera, un peu mieux quant au fond et de toute manière par la forme, le caractère souvent erratique des débats du Conseil national. A défaut d'une réforme légale qui se fera encore longtemps attendre, la Chambre haute se recompose discrètement, comme il convient à son style. Ceci dit, même si elle a été promptement oubliée comme tant d'autres propositions lancées par le PSS au cours de la campagne 2007, l'idée émise par Hans-Jürg Fehr d'élargir le Conseil des Etats par une députation des villes n'en représente pas moins une piste intéressante, comme déjà signalé ici (DP 1751).

Parlons villes et parti socialiste justement. Dans les vingt dernières années, la plupart des grandes cités de Suisse ont passé en mains roses-vertes, une majorité dont la politique ne satisfait manifestement pas la conseillère nationale zurichoise Jacqueline Fehr. Suite aux élections du 21 octobre, celle que l'on dit promise à la présidence du PSS, voire à la succession de Moritz Leuenberger, accuse les élus de gauche de ne plus être à l'écoute des citadins, dont l'UDC comprendrait mieux les préoccupations: sentiment d'insécurité croissante, inefficacité de la lutte contre la drogue, insuffisance des efforts d'intégration d'une forte population étrangère, etc.

Les présidents socialistes des villes de Zurich, de Winterthour et surtout de Berne se sentent directement visés et répliquent catégoriquement par voie de presse. A l'inverse, le maire de Bienne, le conseiller national

Hans Stöckli se montre plus habile, comme à son habitude, combinant pragmatisme et finesse. Plus clair aussi: les montants économisés grâce à la délégation au canton de tâches municipales de police seront intégralement réinvestis dans la sécurité en ville de Bienne. Et cela contrairement à ce qui est prévu dans la Ville fédérale, où l'achat de prestations de sécurité au canton a été acceptée par les citoyens ce dimanche.

L'eurotabou, version 2007

Après le point de vue de Luc Vodoz (DP 1754), une autre analyse de la place de l'Europe dans le paysage politique suisse

Albert Tille (8 novembre 2007)

Les dirigeants économiques et politiques mettent les europhiles en quarantaine. Totalement absente de la campagne électorale, la question européenne est le nouveau tabou helvétique.

Joseph Deiss récidive. En quittant le Conseil fédéral, il affirmait que l'adhésion à l'Union européenne était inéluctable. Aujourd'hui il déplore, au micro de la RSR, que la question européenne soit évacuée du débat politique. Moins visibles, mais tout aussi convaincus, nombre d'anciens diplomates suisses apportent leur savoir et leur soutien au Nouveau mouvement européen (nomes), partisan déclaré de l'adhésion à l'Union. Ces personnalités ont leur carrière derrière elles. Elles peuvent prendre le risque d'être europhiles. Il en va tout autrement chez les politiciens qui pensent à leur réélection. L'eurotabou règne aujourd'hui en maître sur la scène politique helvétique.

Les choses ont profondément changé en une quinzaine d'années. En 1990, après la chute du mur de Berlin, les pays neutres se précipitaient vers Bruxelles. L'Europe, ses bras ouverts aux pays opprimés par le régime soviétique, était un projet de société, fait de paix et de prospérité. L'enthousiasme est retombé. Oublié l'accueil des frères de l'est. La concurrence du plombier polonais occupe désormais le devant de la scène. En Suisse, après le rejet de l'EEE, le monde économique et ses relais politiques naturels ont tenté et réussi l'alternative des bilatérales. L'accès au marché n'est pas intégral. Mais les lobbies qui comptent, ceux de la banques et de l'industrie pharmaceutique, ont pu conserver des privilèges. Se distancer du bilatéralisme est donc devenu une faute. Les patrons personnellement favorables à l'adhésion doivent se taire. L'eurotabou va plus loin encore. Par crainte de représailles commerciales, un chef d'entreprise doit s'interdire tout contact, ne serait-ce que pour un débat, avec les europhiles du nomes.

La situation n'est guère différente dans le monde politique. Hypnotisés par le succès de l'UDC, les grands partis et leurs élus s'efforcent de faire oublier leurs anciennes convictions européennes. Le PS a certes publié l'an passé un plaidoyer en faveur de l'adhésion. Mais ce n'est qu'un épais dossier rangé dans un tiroir. Il n'en est rien resté dans la campagne électorale. L'UDC a imposé sa politique. Tous les partis ont jeté l'Europe aux oubliettes. Le retrait de la demande d'adhésion ne fait même plus recette. Les nationalistes peuvent maintenant utiliser des objets électoralement plus porteurs.

Bien sûr l'Europe réapparaîtra immédiatement lorsqu'il s'agira pour la Suisse de s'adapter à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. La campagne a d'ailleurs déjà commencé avec la traque aux mendiants roumains. Lorsque l'objet sera présenté aux électeurs, les millions de l'économie voleront au secours des bilatérales. Les europhiles redeviendront, pour un temps, présentables. Le temps, pour eux, de montrer que l'Europe est une grande cause politique et non pas une pure affaire économique. Mais après le scrutin, l'eurotabou reprendra tous ses droits.